

DIAL 3155 - Rétrospective des événements de l'an passé à Sucumbíos

# ÉQUATEUR - « Hiver ecclésial » en Amazonie équatorienne

Nidia Arrobo Rodas

lundi 6 juin 2011, mis en ligne par [Dial](#)

*Dial a demandé à Nidia Arrobo Rodas [1], directrice de la Fondation Peuple indien de l'Équateur de retracer pour nous les nombreux événements survenus en 2010 et 2011 dans la Province de Sucumbíos. Elle a rédigé ce texte, daté du 27 avril 2011, que nous avons aussi publié en [espagnol](#). Depuis lors, le Vatican a demandé le retrait de la région des six prêtres carmélites (2 mai 2011), entraînant un renouveau des tensions alors que la nomination de l'évêque de Guaranda, Ángel Sánchez comme Délégué pontifical de la Prélature de San Miguel de Sucumbíos laissait espérer un apaisement. Lundi 16 mai, Les Hérauts de l'Évangile, en charge depuis 2010 de l'administration du Vicariat apostolique de Sucumbíos ont tenté de fermer les locaux de Radio Sucumbíos. Des mobilisations immédiates d'organisations sociales et de la population conduisent alors à l'expulsion des Hérauts de l'Évangile des locaux de la radio et à la demande auprès des autorités gouvernementales d'un départ des Hérauts de la région. Le gouvernement demande alors aux autorités ecclésiastiques de résoudre le conflit dans les 24 heures suivantes pour désactiver la violence latente des mobilisations. Le 19 mai, les Hérauts de l'Évangile quittent la province, accompagnés d'une centaine de personnes du mouvement charismatique. Le Délégué pontifical a pris en charge l'administration du Vicariat apostolique. Le départ des Hérauts de l'Évangile et des 6 Carmélites est définitif (d'autres Carmélites viendront les remplacer). Monseigneur Gonzalo López Marañón a entamé mardi 24 mai à Quito un jeûne pour la réconciliation à Sucumbíos [2].*

---

## 1. Antécédents et contexte

Sucumbíos, avec 17.947 km<sup>2</sup>, est une des provinces qui constituent l'Amazonie équatorienne, au nord-ouest de l'Équateur, et elle a une longue frontière aussi bien avec la Colombie qu'avec le Pérou. Sa capitale est Nueva Loja.

Depuis des millénaires, cette zone a été habitée et maintenue en l'état de poumon de la planète par les peuples originels qui y vivaient ; pourtant, actuellement, seulement 10% de la population est indienne, appartenant aux nationalités cofán, shuar, siona et kichwa. Le gros de la population est aujourd'hui constitué de métis qui, sous l'effet de la colonisation induite, débutée dans les années 70, viennent de toutes les régions du pays. Pendant toute cette période, se sont maintenues des relations de tension et de violence avec les Indiens de la zone.

Des analystes soutiennent que 85% de la superficie de cette province renferment des gisements de pétrole, dont beaucoup sont encore inexploités. Sucumbíos est assise sur une mer de richesses : actuellement, il y a 300 puits de pétrole en exploitation et la province rapporte 50% du Produit intérieur brut de l'Équateur. En contraste, sur ses 130 000 habitants, 66% se situent en-dessous du seuil de pauvreté. Il existe un seul hôpital de 15 lits ; 50% de ses habitants se consacrent à l'agriculture de subsistance, la dénutrition atteint 40% et la mortalité infantile, 54‰.

Bien des facteurs concourent à ce que Sucumbíos soit une zone extrêmement fragile et conflictuelle ;

entre autres facteurs, celui de plus vaste envergure, c'est d'être limitée au nord par le Département de Putumayo (Colombie), zone où existent la guerrilla, la production de coca, la présence du narcotrafic, donc une forte activité répressive – elle est par conséquent un objectif militaire de première importance du Plan Colombia, financé par les États-unis et mis en œuvre par le gouvernement colombien.

L'application du Plan Colombia a favorisé dans cette zone la recrudescence de la violence, ou plus exactement de plusieurs types de violence : militaro-subversive, paramilitaro-subversive, narcotrafic militaire, narcotrafic paramilitaire... qui ont provoqué de continuel déplacements de populations civiles colombiennes vers le territoire équatorien, avec des conséquences prévisibles. À l'heure actuelle, on évalue à 200 000 les réfugiés colombiens en Équateur, dont une grande quantité se trouve à Sucumbíos. À cette réalité s'ajoutent les fumigations massives réalisées par le gouvernement colombien pour détruire les cultures de pavot et de coca, mesure visant à freiner le narcotrafic, mais dont le large déploiement compromet de plus en plus sévèrement la santé d'une population dénutrie et victime de maladies endémiques. Dans le futur et en conséquence, le taux de morbidité et de dégénérescence dû à des maladies auto-immunes et le taux de mortalité augmenteront de manière incontrôlable.

Il faut aussi prendre en compte que Sucumbíos est considérée comme zone « refuge » de la guérilla colombienne. C'est précisément là qu'en mars 2008, l'armée colombienne a abattu Raoul Reyes, et que la guérilla est supposée s'approvisionner et se reposer. À tout cela il faut encore ajouter les mouvements incessants du narcotrafic, pour assurer approvisionnement, transport et production de drogues.

Pour toutes ces raisons, Sucumbíos est une région stratégique pour la défense, l'économie et la sécurité de l'Équateur. Sa double frontière, sa production pétrolière et les niveaux croissants d'appauvrissement et de conflits, sont des circonstances qui l'ont transformée en zone hautement sensible pour les intérêts nationaux et régionaux. Ce qui se passe à Sucumbíos est d'une importance vitale et a des répercussions aussi bien à Quito qu'à Bogotá ou Lima.

Dans ce contexte sociopolitique caractérisé – dans les dernières décennies – par un accroissement de la violence sous toutes ses formes, sont venus travailler pendant plus de 80 ans les [Carmes déchaux](#), congrégation religieuse qui, depuis son arrivée dans notre Équateur en 1929, a commencé sa mission dans ce coin de la Région amazonienne, qui incluait alors les provinces de Sucumbíos et Aguarica. Ce fut en 1937 que le Saint-Siège plaça cette vaste zone sous la responsabilité des Carmes de la Province de Burgos. En 1970, arrive Mgr Gonzalo López Maraño et le 2 juillet 1984, les Carmes assument le Vicariat apostolique de Sucumbíos (Province depuis 1989), et se constitue ce qui sera ensuite appelé l'ISAMIS [3].

« Depuis leur arrivée à Sucumbíos, les Carmes ont compris qu'être chrétien n'est pas simplement une doctrine, un rite ou une tradition religieuse, mais être chrétien, c'est suivre le Christ Jésus, ce qui ne signifie pas imiter mécaniquement ses gestes, mais continuer son chemin, "poursuivre son œuvre et servir sa cause", qui est la construction du Royaume de Dieu et sa justice parmi les pauvres. Fruit de ce désir et du travail infatigable, il a jailli sur ces terres une Église vivante, ouverte à la participation des laïcs, où l'apport des femmes et de la jeunesse a été celui de protagonistes ».

Gonzalo López Maraño, carme espagnol, s'est fait équatorien avec les Équatoriens et adopta notre pays comme le sien. « Il a vécu en tant que missionnaire à Sucumbíos, où il a été nommé évêque. Il a accompagné le développement de ce qui est aujourd'hui la Province depuis l'époque d'avant le pétrole, quand y vivaient les communautés indiennes et un petit nombre de colons. Et surtout, il s'est engagé avec ces gens, qu'il considère comme les siens... Faire Sucumbíos n'a pas été facile pour ses habitants. Ce qu'ils ont obtenu ne l'a été qu'à force d'organisation et de lutte, depuis les services publics et les routes, jusqu'à être traités en Équatoriens ayant des droits. Et dans tout ce processus, leur évêque les a accompagnés, il a conduit la construction d'une Église faite de gens engagés...

« Dans cette zone frontalière qui est la plus conflictuelle du pays, la défense de la vie et des droits humains a généré des affrontements avec la violence venue de Colombie, avec les autorités, avec les militaires, avec les compagnies pétrolières et avec la délinquance. Il n'est pas étonnant, pour cette raison, que les pouvoirs de ce monde et ceux de l'autre aient estimé Lopez Maraño dangereux, comme étant un curé de la théologie de la Libération, de ceux que le Vatican a poursuivis dans toute l'Amérique

latine. » [4]

## 2. Un travail pastoral controversé

« *L'Esprit du Seigneur est sur moi, parce qu'il m'a consacré par l'onction. Il m'a envoyé porter la bonne nouvelle aux pauvres, annoncer aux captifs la délivrance et aux aveugles le retour à la vue.* » (Luc. 4, 18.)

L'évêque Gonzalo López Marañoñ assumait sa mission au Vicariat de San Miguel de Sucumbíos en plein printemps de l'Église latino-américaine. C'était la décennie 70, les années durant lesquelles s'opérèrent des changements coperniciens dans l'Église latino-américaine ; les grandes transformations consécutives à Vatican II, Medellín et Puebla prenaient forme, même si, comme le dit Comblin, « Tout cela existait déjà avant Medellín. Bien présente déjà était la trajectoire de Don Helder et de plusieurs évêques du Brésil qui avaient opté pour les pauvres. Bien présente déjà était la lutte de Don Leonidas Proaño en faveur des Indiens de l'Équateur, de Don José Dammert au Pérou, de Don Samuel Ruiz au Mexique, de Don Enrique Angelelli en Argentine et bien d'autres. Et il y avait la présence de Paul VI rempli de l'esprit du Concile et très engagé, exhortant les évêques à un plus fort engagement auprès des pauvres. » [5]

Au cours de cette même décennie, fit aussi irruption la théologie de la libération, avec des théologiens de la stature de Gustavo Gutierrez, José Comblin, Leonardo Boff, Frei Betto..., théologie qui a brisé les schémas classiques de l'analyse orthodoxe. Dans beaucoup d'églises locales fut vécue l'époque des lumières de « l'option préférentielle pour les pauvres » ainsi que la fidélité au « Pacte des Catacombes » [6] grâce aux actions cohérentes et sincères des Pères de l'Église latino-américaine [7].

Conséquence logique, à travers toute l'Amérique latine, se multipliaient de sérieux conflits provoqués par les pouvoirs politique, social, économique et même ecclésial, avec les évêques qualifiés de « subversifs » parce qu'ils attentaient à « l'ordre établi ». En Équateur, grâce à l'action pastorale libératrice de Mgr Proaño, l'évêque des Indiens et le prophète des pauvres, se construisait et se consolidait un autre modèle vivant d'Église et de société dans sa prophétique Église de Riobamba.

Mgr Gonzalo López, sans atteindre la radicalité pastorale et évangélique des évêques « rouges », se montra toujours sensible à la réalité du peuple de Sucumbíos et aux « signes des temps » ; et en communion avec la Mission des Carmes, à peine arrivé à destination, il commença à esquisser ce qui fut appelé le Plan pastoral de l'ISAMIS, qui focalisa son attention sur les points suivants :

- a. *Le développement éducatif* ; pour cela furent créés collèges, écoles, foyers de jeunes et centres d'enfants.
- b. *La santé*, avec la fondation de centres de santé et de dispensaires médicaux.
- c. *L'organisation populaire et le renforcement de la société civile* en mettant l'accent sur la naissance d'organisations paysannes, indiennes, urbaines, féminines... et à leur nécessaire articulation avec la création, en première instance, de l'Assemblée des citoyens du Nord-Ouest, qui par la suite fut à l'origine de l'Assemblée de la société civile de Sucumbíos (ASCIS). Cette dynamique rendit possible plus tard la naissance de l'Assemblée biprovinciale de Orellana et Sucumbíos, espace de coordination et de recherche de meilleures conditions pour le développement durable de la région et pour la médiation destinée à la résolution des conflits.
- d. *Le développement de la communication*. Pour la garantir, Radio ISAMIS a été créée - elle est maintenant dénommée Radio Sucumbíos -, station émettrice qui couvre la totalité de la province et joue un rôle fondamental pour la population.
- e. *L'attention aux cas de violation des droits humains* moyennant la création d'un bureau idoine.
- f. Et, comme la réalité de la mobilité humaine devint plus aiguë au début du nouveau millénaire, la *Pastorale des frontières* vit le jour. Elle a permis de coordonner le travail des différentes églises qui se trouvent sur le cordon frontalier colombo-équatorien et elle promeut l'accueil chaleureux et humain des

Colombiens déplacés par la violence, veillant toujours à ce que leurs droits soient respectés dans leur situation de réfugiés.

Dans le Plan pastoral, l'utopie de l'ISAMIS se trouve synthétisée dans la formule : « Libération intégrale de l'homme et de la femme en partant des pauvres pour la cause du Royaume » et son objectif général : « Parvenir à une Église vivante et acculturée qui, à partir d'une foi solide et profonde dans le Dieu de la Vie, développe des pastorales dans les différentes cultures et anime les communautés et les organisations populaires, dans la lutte pour la construction d'un monde alternatif, cohérent avec le Royaume de Dieu ».

De même furent définis les critères qui animèrent l'itinéraire de l'action : comprendre la spiritualité et la formation intégrale comme des axes transversaux du Plan ; considérer la pastorale de l'évangélisation et la pastorale sociale comme deux dimensions de la Mission unique de l'Église ; assumer la Bible comme référence fondamentale et fondatrice ; renforcer l'Église locale en coresponsabilité de ministères et de charismes ; mettre en avant une économie d'autosuffisance et durable ; discerner, à tout moment, une relation adéquate entre hiérarchie et communauté, autorité et coresponsabilité ; assumer la communication ; enfin, évaluer et reprogrammer le Plan pour s'adapter aux changements de la réalité.

À partir de 1980, la population commence à participer aux pastorales qui se sont constituées et consolidées en réponse aux réalités urbaine, paysanne, noire et indienne, en centrant toujours l'action pastorale sur les *communautés de base*.

Edgar Pinos [8] soutient que l'« ISAMIS s'est caractérisée comme étant une Église communautaire, participative, inclusive et engagée pour une option pour les pauvres, les exclues et les exclus, pour la promotion humaine et la défense des droits humains, en lien étroit et très fort avec la population, aidant au développement et à la construction de la Province tout spécialement à partir des secteurs les plus vulnérables ».

Suivant l'esprit communautaire d'une Église vivante, on favorisa au sein de l'organisation un système économique communautaire dans lequel aucun collaborateur n'avait de propriétés, les traitements et honoraires subventionnés par des Organismes internationaux étaient redistribués selon les besoins de l'œuvre.

Dans ce modèle d'Église « communauté de communautés » prévaut la participation de milliers de paysans, d'Afros, d'Indiens et d'habitants des secteurs urbains, qui assument leur propre histoire, tout en fortifiant une identité provinciale dans le but de rendre leur dignité aux plus pauvres. En résumé « il s'agit que les groupes hétérogènes venus de tous les coins de la patrie forment une société unie, basée sur le respect, la solidarité, la justice, l'équité, l'inclusion et la restitution de leurs droits de citoyens. C'est un modèle d'Église qui naît du peuple et sert le peuple. De là les liens étroits entre l'Église et le peuple, dans la construction de la province de Sucumbíos » [9].

### **3. L'évêque quitte ses fonctions**

« Voici que pour moi le moment du départ est venu. J'ai combattu le bon combat, j'ai terminé ma course, j'ai gardé ce qui a été déposé dans mes mains [la foi]. » (St Paul, 2<sup>e</sup> ép. à Timothée 4, 6-8.)

Après quarante ans de travail pastoral permanent et ininterrompu, lorsqu'il atteignit l'âge de 75 ans, et conformément à ce qui est établi par l'Église, Mgr Gonzalo López Marañón présenta au Pape sa renonciation à l'exercice du ministère épiscopal, en octobre 2008. Pendant une longue année, il n'y eut aucune réponse, mais, surprise, en décembre 2009 le Vatican envoya à l'ISAMIS un Visiteur apostolique. Le rapport sur cette visite, on ne le connaît pas jusqu'à maintenant et le 23 octobre 2010, de manière intempestive, Mgr Giacomo Guido Ottonello, Nonce apostolique en Équateur, remettait entre les mains de Mgr Gonzalo deux communications :

La première, émanant du Cardinal Iván Dias, Préfet de la Congrégation pour l'évangélisation des peuples, datée du 15 octobre 2010, établit que « la vision pastorale que vous avez développée n'était pas toujours conforme à l'exigence pastorale de l'Église en tant que telle. C'est pourquoi le nouvel Administrateur

apostolique devra organiser le Vicariat et implanter de manière différente tout le travail pastoral. Pour ne pas empêcher, dans ce service délicat, son organisation, la Congrégation considère opportun qu'après la nomination du nouvel Administrateur apostolique, Votre Excellence quitte le Vicariat apostolique et se rende ailleurs, s'il était possible dans son pays d'origine » [10].

Dans la seconde communication en date du 21 octobre et signée du Nonce lui-même, on informe l'évêque Lopez Marañón de la nomination du P. Rafael Ibarguren Schindler, membre de la Congrégation Hérauts de l'Évangile - Chevaliers de la Vierge, comme Administrateur apostolique du Vicariat.

C'est ainsi que Monseigneur Gonzalo López Marañón, prélat de Sucumbíos, fut jeté à la rue par Monsieur le Nonce en vertu des dispositions du Vatican.

#### **4. L'arrivée des Hérauts de l'Évangile**

*« De la même bouche sortent la bénédiction et la malédiction. Il ne faut pas, mes frères, qu'il en soit ainsi. La source fait-elle jaillir par la même ouverture le doux et l'amer ? » (St Jacques ép.3, 10-11.)*

Les « Hérauts de l'Évangile - Chevaliers de la Vierge sont une association privée de droit pontifical, qui représente le secteur le plus conservateur de l'Église catholique. Son fondateur, João Clá Dias, fut secrétaire et confident du Prof. Plinio Corrêa de Oliveira, qui a créé la secte ultraconservatrice Tradition, famille et propriété (TFP), qui, en raison de ses traits fascistes et antiévangéliques, fut à plusieurs reprises l'objet de critiques dans l'Église du Brésil, son pays d'origine. À la mort de Plinio en 1995, João Clá parvint à retenir les membres restants de cette secte et fonda les Hérauts de l'Évangile, association qui tout de suite reçut l'approbation du Vatican. Quant à lui, il fut presque immédiatement nommé évêque et reçut même de Benoît XVI la médaille *Pro Ecclesia et Pontifice* » [11]

« Quelques-unes de ses caractéristiques sont : a) Évangélisation centrée sur un ritualisme et un spiritualisme réducteur qui ne s'attache ni ne s'intéresse à la transformation profonde des aspects sociaux et organisationnels qui affectent la vie des fidèles. b) Organisation et formation de type militariste, vertical et autoritaire. c) Vision et pratique conservatrice et traditionaliste de l'Église » [12].

« Le projet de cette congrégation, c'est-à-dire d'eux-mêmes, est de se constituer en nouvelle « chevalerie de l'Église », d'où leurs habits qui veulent rappeler ceux de l'Armée des Croisés, mais cette fois la croisade ne se mène pas contre le peuple musulman, mais contre l'Église populaire et communautaire d'Amérique latine. Ledit projet est très voisin de l'inquisition médiévale mais n'a rien à voir avec le message libérateur de Jésus de Nazareth. Leur pratique, pendant le temps où ils sont restés à Sucumbíos, n'a pas été de donner à manger à l'affamé, à boire à l'assoiffé, ni de vêtir celui qui était nu, mais d'appliquer les lois du marché à la foi, imposant des prix pour les messes et les sacrements et tentant de privatiser les services et les fonctions de l'Église... »

« ...Dans un scénario aussi sensible tel que celui décrit, l'actuelle administration du Vicariat centre son "action pastorale" sur les forces de police, militaires et de sécurité, ce qui constitue une provocation pour les organisations sociales qui sont venues chacune à leur tour travailler autour de l'ISAMIS, générant un foyer latent de conflictivité sociale. Tout aussi grave est leur projet de démobilisation sociale, qui cherche à annuler et à disqualifier le travail réalisé pour le remplacer par un modèle d'intervention attentatoire aux droits humains ; situation qui dépasse le cadre ecclésial et constitue un problème social et politique, qui incombe à tous les Équatoriens et Équatoriennes, et face auquel les autorités provinciales et nationales devront prendre position. » [13]

#### **5. Les évènements**

*« Heureux êtes-vous si les hommes vous haïssent, s'ils vous frappent d'exclusion et s'ils insultent votre nom comme infâme, à cause du Fils de l'Homme. » (Luc. 6, 22.)*

Après cinq mois de présence des « Hérauts de l'Évangile » à Sucumbíos, on commence déjà à voir les conséquences de leur mode d'action sur le sol amazonien d'Équateur. À ce propos, Edgar Pinos décrit ce

que l'on constate :

- « a. Démantèlement des instances communautaires de participation, coordination et prise de décisions comme les Conseils et Assemblées à des niveaux distincts et leurs représentants.
- b. Délégitimation du clergé local, par non convocation jusqu'à maintenant, ni consultation sur un quelconque aspect de la marche de l'Église avec eux.
- c. Pratique d'ignorer, de ne pas respecter et de tenter de rompre le processus de l'Église locale et les plans et programmes construits de manière participative.
- d. Désaveu des leaders et serviteurs des communautés ecclésiales de base, hommes et femmes, en ne les reconnaissant pas comme interlocuteurs et coresponsables du travail pastoral.
- e. Refus de présence et de dialogue avec n'importe quel type d'assemblée de représentants, refus de commission ou réunion, recherche permanente et insistante de l'entretien individuel, dans une Église de type communautaire.
- f. Intromission dans les zones pastorales.
- g. Déplacement de séculiers locaux chargés de responsabilités importantes à l'ISAMIS, dans des secteurs comme la Jeunesse (Darwin Jiménez), les Œuvres missionnaires pontificales (Magdalena Vallejos), les Conseils de pastorale (Elsa Encarnación, coordinatrice de la Pastorale urbaine de Nueva Loja et Shushufendi), pour confier ces postes à des membres des Hérauts de l'Évangile.
- h. Agression culturelle : soumission sans respect de la diversité culturelle de la Province, dans une pratique d'homogénéisation de la société.
- i. Dévalorisation de la femme, contrevenant à ses droits reconnus.
- j. Utilisation injustifiée de la protection policière, accordant du crédit à des rumeurs infondées, à cause de leur méfiance et de leur peur face à la population.
- k. Appui et acceptation de campagnes, déclarations contre des personnes qui ont fait partie de l'administration précédente du Vicariat, salissant et ignorant leur réputation, leur trajectoire de travail, leur engagement désintéressé, amplement reconnu dans la Province et au-delà » [14].

Dans tout le mode d'action des Hérauts, on induit qu'il y a la consigne d'en finir avec le Plan pastoral de l'ISAMIS et de retourner à « l'établissement », aux postulats de l'Église tridentine, celle du Moyen-Âge, conservatrice, spiritualiste et intimiste. Dans la population, peu à peu s'établissent les idées qu'un catholique doit obéissance et soumission aveugle au Pape, que les Carmes « ont négligé leur travail pastoral », qu'on a fait un mauvais usage de l'argent à Sucumbíos et que ceux de l'ISAMIS avaient des relations avec les hors-la-loi de Colombie, dissipant ainsi des fonds. On est même allé jusqu'à l'extrémité « d'ordonner [15] - aux bailleurs de fonds du Vicariat - la suspension de tout crédit à moins d'avoir l'autorisation expresse du personnel autorisé », ceci afin d'empêcher que les agents pastoraux de l'ISAMIS subsistent et accèdent à des biens et des services.

La confrontation, au sein même des fidèles catholiques de Sucumbíos, est notoire et permanente. Ceux qui sont favorables et ceux qui sont opposés à cet ordre religieux en sont venus à faire dans les rues et sur les places des rassemblements distincts : les Hérauts pour « gagner des adeptes », ceux de l'ISAMIS pour défendre ce qui a été construit avec tant d'efforts et récemment pour exiger même le départ des Hérauts.

## **6. L'ISAMIS en résistance et la résistance des communautés**

*« Mais qui donc est à la hauteur d'une telle mission ? Nous ne sommes pas, en effet, comme la plupart qui trafiquent de la parole de Dieu ; non, c'est en hommes sincères... que nous parlons... » (2 Cor 2, 16-17.)*

« Sucumbíos peut être un exemple de liberté et d'Évangile pour d'autres églises chrétiennes, à condition que nous n'adoptions pas une attitude passive si bien que nous ne soyons même plus capables de protester (parce que nous sommes tièdes, comme le dit de manière impressionnante l'Apocalypse [16], quand elle ajoute : « pour cette raison, puisque que tu n'es ni froid ni chaud, je te vomirai de ma bouche ») [17]. En effet, bien que la problématique qu'ils vivent n'est pas facile, parce que les « Hérauts de l'Évangile » accentuent de plus en plus leurs attitudes agressives et opposées à tout dialogue, ceux qui ont construit le Plan pastoral avec Mgr Gonzalo et la Mission des Carmes continuent à travailler, déterminés et pleins d'espoir, à l'intérieur des différents espaces. En ce qui concerne, par exemple, « la Pastorale indienne... ..[les Hérauts] ne sont pas entrés. Ils ont seulement fait quelques visites à telle communauté située au bord de la route, pour prendre des photos et les mettre sur leur page web pour dire qu'ils évangélisent les Indiens... »

D'autre part ils affirment : « Voilà 70 jours que nous sommes en veille. Tous les soirs, de 7 à 9 environ, formant un groupe qui varie entre 100, 200 ou 300 personnes, nous nous réunissons pour prier, chanter, nous encourager, maintenir cette attitude vigilante et la défense de notre Église. Nous ne pouvons permettre qu'une Église qui a été une bannière, qui est désormais presque unique, une Église que nous comprenons comme semblable à celle des premières communautés chrétiennes, soit détruite par l'Église elle-même... »

« ...Alors, comment allons-nous ? Comme nous pouvons... car les choses durent depuis trop longtemps maintenant. Les pouvoirs ennemis sont, comme le dit Saint Paul, très forts. Mais la confiance d'être en syntonie avec l'Évangile nous donne du courage pour aller toujours de l'avant, et pour affronter, comme le petit David, le géant Goliath... »

« ...Il y a un sentiment de douleur pour la division que crée l'arrivée des Hérauts, division au sein de l'Église, dans les communautés, dans les ministères, dans les familles elles-mêmes. Peu à peu, ils veulent accaparer tous les espaces : la maison diocésaine est déjà une maison des Hérauts, ils s'y sont tous regroupés, presque 20 ; la cathédrale, l'église du Nord, la « pastorale sociale », l'administration bien sûr ; et maintenant ils veulent la radio - mais là, tous les gens de Sucumbíos ont réagi ! ; ils veulent aussi le foyer infantile... mais on ne l'abandonne pas non plus ; ils ont voulu occuper la Vía Colombia, mais là, le Conseil de pastorale zonale a assumé une résistance très bien organisée... comme le reste de la pastorale paysanne, la pastorale indienne et la pastorale noire. Nous allons voir jusqu'où nous sommes capables de résister, les choses traînent beaucoup en longueur » [18].

Cependant, depuis d'autres endroits de l'Équateur, en la personne de Mgr Gonzalo López Maraón, est valorisé et reconnu le travail pastoral de l'ISAMIS. La preuve en est que plusieurs institutions ont réalisé chacune des hommages et lui ont accordé des décorations, parmi lesquelles se détachent les organisations des droits humains le 8 décembre 2010, et l'UNHCR [19] le 10 décembre 2010. De son côté, l'Université andine Simón Bolívar - siège de Quito l'a nommé le 24 février Professeur honoraire, le gouvernement de Rafael Correa, le 9 mars, l'a fait Chevalier de l'Ordre du mérite, et l'Assemblée nationale d'Équateur lui a rendu hommage le 29 mars et lui a remis une décoration en reconnaissance de son rude labeur à Sucumbíos.

Tout cela a constitué un soutien au travail que les missionnaires de l'ISAMIS réalisent et à leur résistance pour survivre.

Comme la problématique a débordé le cadre strictement ecclésial, le Président Correa, dans son discours lors de la décoration de Mgr Gonzalo López Maraón, a posé la question de la présence des « Hérauts de l'Évangile » et les a menacés d'expulsion du pays [20], invoquant le *Modus Vivendi* [21] en vigueur, qui régit les relations entre l'Équateur et le Vatican. Son article 7 établit « que revient au Saint Siège le choix des évêques », mais il souligne que « sera préalablement communiqué au gouvernement équatorien le nom de la personne pressentie comme archevêque, évêque ou coadjuteur avec droit de succession, afin de procéder d'un commun accord pour vérifier qu'il n'y a pas de raisons à caractère politique général qui fassent obstacle à telle nomination ». En effet, pour la désignation du P. Rafael Ibarguren Schindler comme Administrateur apostolique du Vicariat de Sucumbíos, il n'avait pas été procédé d'un commun

accord.

Les événements se sont alors précipités, et bien que le titulaire de la Conférence épiscopale, Mgr Antonio Arregui, ait dit à la BBC Mundo « que la lecture selon laquelle le *Modus Vivendi* permet un veto [du mandataire] n'est en aucune façon admise par les analystes de ce type de législation », le 19 mars 2011 pourtant, le Saint-Père Benoît XVI a nommé Délégué pontifical de la Prélature de San Miguel de Sucumbíos « *donec aliter provideatur* » Mgr Miguel Ángel Polibio Sánchez, actuel évêque de Guaranda et Secrétaire de la Conférence épiscopale équatorienne.

Il s'agit – selon ce qui a été dit – de la nomination d'un évêque qui vient pour enquêter sur la situation ecclésiale actuelle. « Je ne suis pas le nouvel évêque de Nueva Loja [Sucumbíos]. Le Saint- Père m'a nommé Délégué pontifical à Sucumbíos », a affirmé l'évêque Sánchez.

Le Pape Benoît XVI lui a accordé la représentativité légale du Vicariat de Nueva Loja auprès des autorités gouvernementales, moyennant quoi demeure valide la nomination du P. Rafael Ibarguren comme administrateur apostolique.

De cette manière, les frictions entre le gouvernement et la hiérarchie de l'Église catholique au sujet de la désignation des autorités ecclésiastiques à Sucumbíos paraissent toucher à leur fin. Le gouvernement de Rafael Correa a exprimé sa satisfaction de la désignation de Mgr Sánchez comme délégué pontifical du Saint-Siège dans la province. Celui-ci a déclaré : « D'après ce que je connais, par la Nonciature, on m'a communiqué une lettre du ministère des relations extérieures de congratulations et de satisfaction de la part du gouvernement pour ma nomination » [22].

## 7. Perspectives

L'avenir de l'ISAMIS est incertain. Dans cette situation de tension et frustration, ceux qui ont travaillé avec Mgr Gonzalo López et continuent à Sucumbíos, restent en résistance. Le 16 avril dernier, ils ont accompli déjà leurs 100 premiers jours de veille, comme ils disent, « chargés de divers sentiments paradoxaux : tristesse, tensions, incertitude, solitude, incompréhension, peur, douleur, frustration, désillusion, indignation... mêlés de joie, vie communautaire, vigueur, valeur, piété, tendresse, disponibilité, patience et tolérance, solidarité, jouissance, générosité et don de soi, courage, fraternité et sororité, rêve, sentiment d'appartenance à leur corps ecclésial. Remerciements aussi à tous et toutes pour leur accompagnement et leur courage » [23].

Nous sommes en présence d'une « avancée » de groupes ultraconservateurs qui ont pénétré non seulement l'Église mais aussi les structures du pouvoir des États laïcs et de leurs gouvernements, et prétendent coopter les communautés et les peuples de notre Amérique latine pour implanter un modèle de domination et d'exclusion à partir d'une fausse interprétation de l'Évangile. Ils font partie du néocolonialisme.

En Équateur, ce retour ecclésial au Concile de Trente est évident. Non seulement se multiplient les nominations d'évêques de l'*Opus Dei*, et celle-ci se renforce en tant qu'entité de gouvernement de la Conférence épiscopale équatorienne [24], mais des groupes ultraconservateurs comme les « Hérauts de l'Évangile », « Communion et Libération », les Charismatiques... occupent de plus en plus de postes éminents dans les diocèses et les vicariats apostoliques. C'est ainsi qu'on essaie de « contrôler » et « neutraliser » tout travail pastoral qui irait dans la ligne évangélique de l'option préférentielle pour les pauvres et de la théologie de la libération ; et tandis que face au pouvoir politique on discute et on réclame « la participation citoyenne pour une démocratie véritable », derrière les portes, on ne permet pas la moindre ouverture pour une participation du laïcat conscient et engagé ; nous sommes bien loin du jour où, sinon la vie communautaire authentique et évangélique, du moins la démocratie serait la norme de vie de l'Église.

Il avait bien raison José Comblin quand il donnait l'alerte : « Bien des choses doivent être réformées dans l'Église pour répondre aux besoins de notre temps. Mais la machine de gouvernement empêche tout changement. Le système lui-même empêche le changement ».



Et il a bien raison Dom Pedro Casaldáliga de nous défier depuis le *Nordeste* brésilien quand il affirme : « Une autre Église est possible », et encore : « Pour changer de monde, il faut changer de Dieu ». Un froid glacial, un froid ecclésial parcourt l'Amazonie équatorienne.

Quito, 27 avril 2011

---

**- [Dial](#) - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 3155.**

- Traduction de Sylvette Liens pour Dial.

- Source (espagnol) : « [ECUADOR - "Invierno eclesial" en Amazonía Ecuatoriana](#) », AlterInfos - DIAL, 5 mai 2011.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

---

## Notes

[1] Voir aussi, de la même autrice, DIAL 3136 - « [ÉQUATEUR - Monseigneur Leonidas Proaño](#) ».

[2] Pour plus d'informations, voir <http://isamis2010.blogspot.com>. Voir aussi, ici-même, « [ECUADOR - La brújula de nuestra utopía : carta de la Federación de Mujeres de Sucumbíos a Monseñor Gonzalo López Maraño](#) », « [ECUADOR - Intentan cerrar Radio Sucumbíos](#) » et « [ECUADOR - Reseña del conflicto que ocasionan los Heraldos del Evangelio en Sucumbíos](#) ».

[3] ISAMIS : Iglesia de San Miguel de Sucumbíos (« Église de San Miguel de Sucumbíos »).

[4] Dr. Enrique Ayala Mora, Recteur de l'Université andine Simón Bolívar dans son article « Vague réactionnaire », publié dans *El Comercio*, 31 décembre 2010.

[5] José Comblin, théologien, 25 août 2008, dans « Cuarenta años después de Medellín » (« Quarante ans après Medellín »).

[6] Le « pacte » est un défi aux « frères en épiscopat » de mener une « vie de pauvreté » et d'être une Église « servante et pauvre » comme le voulait Jean XXIII. Il fut signé à Rome, le 16 novembre 1965, dans la catacombe de Santa Domitila, par quarante pères conciliaires, parmi lesquels Mgr Proaño et beaucoup d'évêques latino-américains. Selon Gabriel Ignacio Verduzco Arguelles, les signataires - auxquels d'autres se sont joints ensuite - s'engageaient à vivre dans la pauvreté, à rejeter tous les symboles ou privilèges de pouvoir et à placer les pauvres au centre de leur ministère pastoral. Le texte devait avoir une forte influence sur la théologie de la libération qui apparaîtrait peu d'années après.

[7] Entre autres, Helder Câmara, Cándido Padin, Antonio Frago, Ivo Lorscheider et Luciano Mendes de Almeida (Brésil) ; Leonidas Proaño (Équateur) ; Sergio Méndez Arceo y Samuel Ruiz (Mexique) ; Oscar Arnulfo Romero (El Salvador) ; Juan José Gerardi Conedera (Guatemala) ; Vicente Zazpe et Enrique Angelelli - le premier évêque assassiné à l'époque contemporaine pour son engagement auprès des pauvres ; Manuel Larraín, Raúl Silva Enriquez, Fernando Aristia et Enrique Alvear (Chili) ; Ramón Bogarín (Paraguay) ; Gerardo Valencia Cano (Colombie) ; Mariano Parra (Venezuela) ; José Dammert (Pérou) ; Marcos Mc Grath (Panama) et, pour se rappeler ceux encore vivants, José Maria Pires, Pedro Casaldáliga et Paulo Evaristo Arns. Bien que quelques-uns de ces prélats, comme Oscar Romero et Pedro Casaldáliga, ne furent pas des pères conciliaires, et ne signèrent pas le Pacte des Catacombes, ils ont œuvré et œuvrent comme tels et sont reconnus par le peuple de Dieu comme « pères de l'église latino-américaine ».

[8] Prêtre diocésain du Vicariat apostolique de San Miguel de Sucumbíos - ISAMIS (Équateur) ; coordinateur de l'Assemblée diocésaine extraordinaire.

[9] *Idem.*

[10] Edgar Pinos (cf. notes antérieures) dans « Síntesis del proceso de la Iglesia de Sucumbíos y el conflicto originado por la nueva administración del Vicariato (« Synthèse du processus de l'Église de Sucumbíos et le conflit provoqué par la nouvelle administration du Vicariat »), Nueva Loja, Sucumbíos, 7 février 2011.

[11] Manifeste des organisations sociales et ecclésiales de la province de Pichincha à l'opinion publique, devant la violence faite à l'Église populaire et communautaire de Sucumbíos, Quito, 17 février 2011.

[12] *Idem.*

[13] *Idem.*

[14] Edgar Pinos, *idem.*

[15] Ordre émis au moyen d'une Lettre du 9 mars par le P. Rafael Ibarguren Schindler, administrateur apostolique du Vicariat apostolique de San Miguel de Sucumbíos.

[16] Apocalypse 3, 16 - NdT.

[17] Sur le Blog de Xavier Pikaza, 22 mars 2011 : « El Papa da marcha atrás en Sucumbíos (Ecuador) y nombra a un Delegado Pontificio » (« Le Pape fait marche arrière à Sucumbíos et nomme un Délégué pontifical »).

[18] « Lettre publique sur la situation de Sucumbíos ».

[19] Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés - note DIAL.

[20] « Voilà l'attribution légale, elle n'a jamais été utilisée et nous ne voulons pas l'utiliser, mais nous le ferons si l'on prétend, de manière si impudente, s'employer à détruire tout un travail social », a dit Rafael Correa, catholique déclaré, pour qui les Hérauts de l'Évangile « sont des types qui s'habillent en style médiéval, avec une soutane, en pleine forêt amazonienne, et qui veulent rayer de la carte toute l'action pastorale et sociale » à Sucumbíos. « Nous ne voulons pas avoir de confrontations inutiles, nous ne voulons pas polémiquer, surtout pas avec la Conférence épiscopale et avec la hiérarchie de l'Église catholique, mais je veux leur dire que le traité qui règle les relations entre l'État laïc-équatorien et l'État du Vatican, nous permet de mettre notre veto sur n'importe quelle nomination d'évêque ; cette capacité n'a jamais été utilisée, qu'on ne nous oblige pas à l'utiliser maintenant, mais si l'on insiste sur ces fondamentalismes absurdes d'amener dans notre Amazonie des ordres qui mettent l'accent sur le rite, sur les fondamentalismes moraux, avec des costumes médiévaux en pleine forêt, nous devons utiliser ce pouvoir que nous donne le traité du *Modus Vivendi* », a déclaré le Président.

[21] Convention entre l'Équateur et le Vatican, souscrite le 24 juillet 1937.

[22] Le Saint-Siège a confié à Mgr Sánchez les tâches essentielles afférant à sa charge. La première est qu'il assume la représentation légale du Vicariat, c'est-à-dire qu'il conduise la relation de l'Église catholique avec les institutions étatiques et gouvernementales. De même, Mgr Sánchez est celui qui administrera les sommes budgétaires allouées par l'État, qui servent à financer les missionnaires qui travaillent sur la zone, ainsi que les centres de santé et d'éducation situés dans la juridiction. Et la

seconde tâche sera d'aider le travail apostolique à partir de la planification établie par le Vicariat de Sucumbíos. Selon la déclaration de l'évêque : « Ma tâche sera d'animer et d'impulser tous les acteurs d'évangélisation dans leur mission », et il a expliqué qu'il « travaillera avec les Hérauts de l'Évangile dirigés par Rafael Iburguren et avec les prêtres des Carmes Déchaux qui continuent là-bas ».

[23] Lettre de l'ISAMIS en résistance, du 7 janvier au 16 avril 2011, Place de la Cathédrale.

[24] Mgr Antonio Arregui, principal représentant de l'*Opus Dei* en Équateur, est pour une seconde période consécutive Président de la Conférence épiscopale équatorienne.